

Taille du texte:

Imprimez: 

rs de manifestants contre le nouveau budget au Portugal

Les services secrets américains admettent que l'a

La une

Le nouveau plan du Pentagone pour affronter la marée rose en Amérique Latine

Show électoral aux USA

Les attentats à la bombe au Liban sont liés à la guerre civile en Syrie

Wissam Al Hassan, la dague du dispositif sécuritaire saoudien au Proche orient.

L'Otan plie bagage, la Turquie au bord de la crise de nerfs

Venezuela : Pourquoi Hugo Chavez a remporté les élections

L'Islande et le refus de l'austérité

Grèce-Allemagne : qui doit à qui ?

Le Mali, nouvelle victime désignée d'actives ingérences néocoloniales

[Tous les articles](#)

ACTUALITÉS

LES PLUS PARTAGÉS

RÉGIONS

THÈMES

ANALYSES

Inscrivez-vous à la Newsletter*

entrez votre email ici

[Faire un don maintenant](#)

Recherche

Liste des pays

Auteurs

[Suivre Mondialisation.ca](#)

Le nouveau plan du Pentagone pour affronter la marée rose en Amérique Latine

Panetta vise le Sud

De [Nick Alexandrov](#)

Global Research, 24 octobre 2012
counterpunch.org

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)
Thème: [Militarisation](#)

35 3

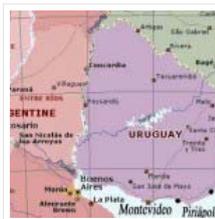


Le Ministre de la Défense des Etats-Unis, Léon Panetta, se trouvait récemment en Uruguay, où il a parlé du besoin de renforcer les forces de police de l'hémisphère sud. Cette politique envisagée connaît un précédent, pratiquement inconnu dans ce pays, mais qui donne une indication potentielle de ce qui attend les gouvernements d'Amérique Latine désireux de coopérer avec les institutions de défense de leur voisin du Nord.

Dans les années 1960, Washington a initié un programme d'entraînement sur dix ans pour la police de l'Uruguay, aidant à la faire passer d'une force faible et sous-financée à un instrument de répression efficace. Cette métamorphose a coïncidé avec la descente de l'Uruguay, pays auparavant démocratique, dans la dictature. Ainsi, dès que les Etats-Unis eurent terminé leur travail, « la Suisse de l'Amérique Latine » devint le premier pays au monde en nombre de détenus politiques par tête d'habitant.

Panetta a livré ses remarques à Punta del Este, où l'Alliance pour le Progrès a été lancée en 1961. Destiné à augmenter le niveau des revenus et à promouvoir la réforme foncière en Amérique Latine, le programme du Président Kennedy reflétait très précisément son agenda – à peu près autant que la poignée de main d'Obama à Chavez annonçait un « tournant amical » dans les relations entre les Etats-Unis et l'Amérique Latine. Ici bas, sur Terre, Obama s'est assuré que le régime hondurien actuel vole avec succès la dernière élection. Dans le sillage de cette fraude, des escadrons de la mort parcourent le pays, assassinant avocats et militants des droits de l'homme.

L'administration Kennedy, pour sa part, a supervisé, au sein de la structure de l'Alliance, la critique d'un plan de développement pour l'Uruguay, qui a été effectivement abandonné avant son achèvement. Aucune de ses recommandations n'a jamais été mise en œuvre, puisque d'autres questions ont eu la priorité. En 1962, Kennedy a créé l'*Office of Public Safety* (OPS) [le bureau de la sûreté publique], supervisé de loin par USAID (l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International), et qui était responsable du Programme du Sûreté Publique (PSP) de l'Uruguay, entre 1964 et 1974.



Le PSP était un programme d'entraînement pour la police uruguayenne, qui recevait son instruction à la fois aux Etats-Unis et en Uruguay, et faisait partie d'une initiative générale pour combattre le terrorisme et le crime urbains en augmentation. Du moins, c'était l'explication officielle. Cependant, des documents du gouvernement des Etats-Unis racontent une histoire différente. Un exemple : six mois après le début de ce programme, les responsables de USAID à Montevideo expliquèrent que « l'Uruguay avait bénéficié d'un état de sécurité relativement pacifique pendant de nombreuses années », et que « aucune menace active d'insurrection n'existe ». Dans la version 2012 de cette histoire, Panetta présente les trafiquants de drogue et les insurgés comme les deux dangers jumeaux qui nécessitent la réorganisation des escadrons de la police. Mais si le passé peut servir de guide, ces affirmations devraient rencontrer le plus grand scepticisme.

Les *Tuparamos*, un groupe politique d'extrême gauche, sont souvent considérés comme la principale cible du PSP. Ils ont passé leurs premières années à s'organiser et à attaquer des



Mondialisation.ca sur Twitter

Les mauvais perdants de la crise syrienne
<http://t.co/pVVAvtjI> about 17 hours ago from
[Tweet Button](#)

Suivre @CRM_CRG 318 abonnés

Nos livres (anglais)



Towards a World War III Scenario

by Michel Chossudovsky

[Buy Now!](#)



America's "War on Terrorism"

by Michel Chossudovsky

[Buy Now!](#)



Globalization of Poverty and the New World Order

by Michel Chossudovsky

[Buy Now!](#)



Seeds of Destruction: Hidden Agenda of Genetic Manipulation

by F. William Engdahl

[Buy Now!](#)



SPECIAL: America's "War on Terrorism" + Globalization of Poverty

by Michel Chossudovsky

[Buy Now!](#)



SPECIAL: Global Economic Crisis + Globalization of Poverty

by Michel Chossudovsky

[Buy Now!](#)



The Global Economic Crisis

by M. Chossudovsky and A. G. Marshall

[Buy Now!](#)

Boutique en ligne

banques et des caches d'armes pour obtenir des fonds et des armes. Ensuite, ils ont commencé à kidnapper des fonctionnaires de premier plan, à commencer par le chef de la compagnie téléphonique d'Etat – qui était aussi un ami proche et un conseiller du Président Jorge Pacheco Areco – en août 1968. Mais les guérilleros n'ont capturé leur otage qu'après que Pacheco eut sévi contre les périodiques et les partis de gauche, déclarant un état d'urgence qui autorisait le gouvernement à utiliser à volonté de « pouvoirs spéciaux ». Plusieurs années auparavant, un certain nombre d'observateurs avaient fait remarquer que la démocratie en Uruguay se défaisait. L'un deux observait en 1965 que, tandis qu'un couple de « partis politiques ont dominé la scène uruguayenne pendant plus de 100 ans », partis effectivement identiques, que « peu de différence politique » caractérisait, leur objectif commun n'incluaient pas d'agir pour remédier à « la récession industrielle continue, au chômage en augmentation constante [...] et à un coût de la vie qui monte en flèche » – la réalité à l'époque. Les implications radicales de cette analyse – qui était celle de la CIA – sont évidentes : pour améliorer la vie des Uruguayens, des actions devaient être entreprises à l'extérieur des canaux politiques établis, étant donné que les deux partis politiques essentiels ne faisaient rien et qu'ils encourageaient en fait l'aggravation de l'austérité. Les Tupamaros, bien sûr, étaient d'accord avec la CIA sur ce point, mais ces groupes avaient une vision divergente quant à l'avenir. Tandis que les rebelles souhaitaient voir les conditions s'améliorer dans le contexte d'un meilleur ordre social, Washington voulait empêcher les Uruguayens ne serait-ce que de protester contre « la récession industrielle continue » dont ils souffraient.

Un réexamen de ces fameux documents gouvernementaux rend évident que le PSP a visé les Uruguayens en général, et pas seulement les Tupamaros. Une fois encore, les premiers rapports de USAID en provenance de Montevideo décrivait le climat « relativement pacifique » qui y prévalait, et les mémos suivants prenaient note avant tout de « grèves, de réunions publiques et de manifestations », comprises par les responsables comme provenant des « problèmes financiers » croissants. Le but de Washington était de suivre la capacité de la police entraînée par le PSP à contrôler ces manifestants – « des terroristes urbains » en argot de l'establishment politique washingtonien – au moyen du « strict contrôle des foules, d'une forte représentation de policiers dans toutes les manifestations et de l'usage immédiat de la force pour empêcher l'escalade au stade d'émeute ». « Les techniques préventives sont utilisées efficacement », concluait l'un des mémos de USAID. Les étudiants [policiers] apprenaient très bien leurs leçons.

Peu de choses avaient changé en Uruguay en 1969, lorsque l'officiel nord-américain Dan Mitrione arriva pour superviser l'entraînement de la police. Ecrivant à Washington à la fin de cette année-là, il expliqua : « Aujourd'hui, la vie semble normale dans les rues de Montevideo, et le vrai problème auquel la police est confrontée est le nombre d'attaques contre des policiers [...] Le « vrai problème », répétait-il lourdement, n'était pas que le gouvernement uruguayen, quasiment un système à parti unique, forçait ses citoyens à supporter les choix sévères qu'impose une économie ruinée. Le problème était que les Uruguayens manifestaient contre ces conditions. Le gouvernement des Etats-Unis entraînait la police uruguayenne à les punir pour ce crime – une punition qui ne ferait qu'aller en s'intensifiant alors que peu de personnes n'osaient riposter contre leurs agresseurs. Mitrione lui-même comprenait bien les affaires de discipline. Sa réputation, dans certains cercles, était celle d'un maître de la torture.

Il avait une devise simple : « La douleur précise, à l'endroit précis, à dose précise, pour l'effet désiré ». Selon un agent double cubain qui travaillait à la fois pour la CIA et l'Uruguay, il était fier de ses capacités. Cet homme a participé à l'un des séminaires de Mitrione. Quatre sans-abri furent ramassés dans la rue pour l'occasion. Ils furent d'abord utilisés pour montrer les effets « de différents voltages sur différentes parties du corps humain ». Ensuite, vint une démonstration sur les fonctions émétiques. Une fois qu'ils avaient fini de vomir, on les forçait à ingérer un autre produit chimique. A la fin, tous les sujets sont morts. En conséquence, les Tupamaros kidnappèrent Mitrione en juillet 1970 et le tuèrent dans les premiers jours d'août. Deux mois plus tard, le Sénat uruguayen publia un rapport indiquant que la police de Montevideo avait torturé ses prisonniers sur une base régulière. A partir de juin 1973, le Président Bordaberry – que Washington avait aidé, lors de l'élection de 1971, en supprimant ses opposants de gauche – acheva la transformation. L'Uruguay était devenu une dictature.

Ceux qui souhaiteraient en découvrir plus sur cette période devraient lire *Killing Hope* de William Blum, qui contient un chapitre puissant caractéristique sur le déclin uruguayen qui fut facilité par les Etats-Unis. Alors qu'il est trop tôt pour dire exactement comment marchera le plan de Panetta, discuté dans la Déclaration de politique de défense pour l'hémisphère occidental[1], il y a un résultat qui semble garanti. Si le gouvernement [des Etats-Unis] réussit à mettre en œuvre sa nouvelle politique « de sécurité » dans l'hémisphère sud, alors la vague rose en Amérique Latine – en référence à ses dirigeants politiques qui penchent à gauche – tournera rouge, avec le sang des *campesinos* [paysans], des féministes, des activistes et des guérilleros assassinés, et celui de tous ceux que l'on peut sacrifier selon le cruel calcul pour le pouvoir.

Nick Alexandrov

Article original en anglais: *"The Pentagon's New Plan to Confront Latin America's Pink Tide"*, le 21 octobre 2012

Traduction : JFG [Questions Critiques](#)

[1] Cette déclaration a été publiée le 5 octobre 2012 par le *Department of Defense* (DoD)

[ministère de la défense] des Etats-Unis. « Le ministère de la défense des Etats-Unis a publié [...] le *DoD Western Hemisphere Defense Policy Statement* [déclaration de politique de défense pour l'hémisphère occidental]. Cette déclaration explique comment le Guide Stratégique de Défense de janvier 2012 façonnera l'engagement du DoD dans l'hémisphère occidental. « Dans l'hémisphère occidental, une transformation remarquable a eu lieu. Des pays font plus qu'auparavant pour promouvoir la paix et la stabilité, tant à l'intérieur de leurs frontières qu'au-delà d'elles », a déclaré le ministre de la défense Panetta. « Leurs efforts et leur vision fournissent aux Etats-Unis une occasion historique de renouveler et de renforcer nos partenariats de défense dans cette région ». Cette déclaration décrit également les objectifs de la politique de défense du DoD, visant à encourager des institutions de défense nationale, achevées et professionnelles ; à encourager l'intégration et l'interopérabilité entre les partenaires ; et à promouvoir les institutions de défense de l'hémisphère » (Source : DoD)

Idea 3G @ broadband rates
 1 GB Data for Rs 250 Only. Upto 70% Off On 3G Plans.
ideacellular.com/netsetter

Like 35 3

Articles de :
Nick Alexandrov

Sur le même sujet:

Un nouveau plan états-unien pour la lutte contre le narcotrafic et le terrorisme, le Plan Mexique
 Le Plan Mexique ressemble à s'y méprendre au Plan Colombie [...]

Le cas de la Bolivie et le plan Balboa pour l'Amérique Latine
 Le Plan Balboa va-t-il être appliqué ? Cela dépendra des peuples et des gouvernements de notre Amérique. Les prétentions d'autonomie des riches provinces de l'ouest de la Bolivie, basées sur un référendum convoqué pour le 4 mai 2008, dont la validité a été refusée par la Cour Électorale bolivienne, ainsi que par l'OEA, suppose une dure épreuve pour les changements initiés à travers le gouvernement par le Président Evo Morales, et de même pour l'avance et la consolidation de ceux qui, en suivant le modèle vénézuélien, se sont aussi développés en grande partie de notre Amérique....

 **Le nouveau plan de Bush pour renverser le gouvernement cubain**
 Cette fois-ci, Washington a même fixé un délai pour renverser le gouvernement de La Havane : 18 mois tout au plus.

Les implications pour l'Irak du « nouveau plan » militaire de Bush
 Le présent exposé a été présenté par James Cogan lors de la réunion des membres du Parti de l'égalité socialiste (Socialist Equality Party, SEP, Australie) qui s'est tenue du 25 au 27 janvier 2007. Cogan est membre du comité central et un correspondant régulier du WWSW sur l'Irak....

 **Syrie : Nouveau plan ennemi pour encore plus de terrorisme et de destruction**
 Une personnalité bien informée sur le dossier des relations interarabes a affirmé que les récents pourparlers russo-américains ont amené le Président Medvedev et le Président Obama à une sorte d'entente sur l'avenir de la crise syrienne.

Disclaimer: The contents of this article are of sole responsibility of the author(s). The Centre for Research on Globalization will not be responsible for any inaccurate or incorrect statement in this article. The Center of Research on Globalization grants permission to cross-post original Global Research articles on community internet sites as long as the text & title are not modified. The source and the author's copyright must be displayed. For publication of Global Research articles in print or other forms including commercial internet sites, contact: publications@globalresearch.ca

www.globalresearch.ca contains copyrighted material the use of which has not always been specifically authorized by the copyright owner. We are making such material available to our readers under the provisions of "fair use" in an effort to advance a better understanding of political, economic and social issues. The material on this site is distributed without profit to those who have expressed a prior interest in receiving it for research and educational purposes. If you wish to use copyrighted material for purposes other than "fair use" you must request permission from the copyright owner.

For media inquiries: media@globalresearch.ca

Copyright © Nick Alexandrov, counterpunch.org, 2012

- English Français
- Español Italiano
- Deutsch Português
- srpski العربية
- Actualités**
- Liste des pays**
- Auteurs**
- Les plus partagés**
- Liens**
- Contactez-nous**

- Themes**
- Crimes contre l'humanité
 - Loi et Justice
 - Histoire, société et culture
 - 11 sept. Guerre au terrorisme
 - Désinformation médiatique
 - Politique et religion
 - Science et médecine
 - Nations Unies
 - Droits des femmes

- Geographic Region**
- États-Unis
 - Canada
 - Moyen Orient
 - Amérique latine & Caraïbe
 - Europe
 - Afrique subsaharienne
 - Russie et CEI
 - Asie
 - Océanie